

> Quentin Vanhay, Chargé de communication externe, et Justyna Podrazka, Conseillère en démocratie locale et participative, chez Brulocalis

ALDA ET BRULOCALIS : DES VALEURS DÉMOCRATIQUES CONVERGENTES

Pour parachever l'article ci-avant dédié à l'ALDA, à son ADN et à ses actions, une interview croisée entre sa secrétaire générale, Antonella Valmorbida, et la directrice de Brulocalis, Corinne François, a été organisée. L'occasion de revenir en détail sur plusieurs thématiques telles que la place de la femme dans les fonctions décisionnelles, le rôle d'ALDA dans les rouages européens, ou encore le rôle des jeunes comme moteur du changement, et comme facteur de paix et de réconciliation. Une entrevue menée par Justyna Podrazka, Conseillère en matière de démocratie locale chez Brulocalis.

La précédente assemblée générale du mois de juin chez Brulocalis portait sur la question des femmes en politique (Cf. notre dossier spécial dans ce numéro) et évoquait leur place dans les hautes fonctions... Vous qui êtes une observatrice assidue de la vie politique au niveau européen, quelles sont vos observations à ce sujet ?

Antonella Valmorbida (A. V.): *Je pense que l'on peut distinguer, au niveau de la démocratie européenne et internationale, trois grands défis :*

1. *Le premier aspect concerne la question du genre et de la femme. Si je n'ai jamais été moi-même une activiste, je constate l'être de plus en plus avec la sensation qu'en Europe, il y a un retour en arrière qui est en train de s'opérer, par exemple avec le droit à l'avortement. Tout comme au Congrès des Pouvoirs locaux, nous devons toujours imposer des quotas à la représentation féminine car cet équilibre n'est toujours atteint, même pour que nos propres délégations soient équilibrées à cet égard... Cette difficulté est a fortiori présente dans le monde politique qui est – et reste – un milieu profondément masculin où les femmes connaissent encore énormément de difficultés à s'imposer.*
2. *Le second aspect est la question de l'environnement. Les enjeux de demain seront évidemment grandement liés aux défis climatiques, comme nous l'avons vu cet été dans le Sud de l'Europe, victime d'incendies... Mais ils seront également liés aux conséquences de ces changements, comme les vagues migratoires venues de pays qui sont les premières victimes de ce dérèglement.*
3. *Le troisième aspect est évidemment la digitalisation, et la nécessaire réflexion que l'intelligence artificielle (IA) va et doit nous imposer sur l'impact qu'elle va représenter au sein de nos démocraties et des localités. On peut par exemple se poser la question de la connaissance qu'ont les algorithmes des choix électoraux des citoyens durant les élections, et se demander si l'IA n'est pas amenée à devenir de facto une forme d'élection en tant que telle...*

Corinne François (C. F.): *Je partage votre constat sur ces trois défis principaux qui touchent l'Europe et en réalité toute notre planète. Pour revenir sur la question féminine, j'observe également que le sens que prennent les choses n'est pas forcément encourageant. Encore aujourd'hui, les femmes ne semblent pas toujours disposées à prendre la place qui leur revient de droit, à la fois en politique mais aussi dans le monde professionnel en général.*

Souhaitent-elles toujours conquérir cette place qui est la leur, notamment au niveau des hautes fonctions ? Je l'espère. Ce qui est sûr, c'est que la nécessité des quotas, instaurés pour la première fois en Belgique au courant des années 90¹, persiste dans un monde politique toujours largement masculin, avec des codes masculins, et dans lequel de nombreuses femmes éprouvent toujours des difficultés à s'épanouir ou à accéder aux fonctions exécutives ou de décision. On le voit notamment avec les récentes démissions de plusieurs personnalités politiques féminines dans notre pays.

A. V.: *Au-delà de la Belgique, de nombreux cas ont fait la une de la presse tels que le départ de Sanna Marin à la tête du gouvernement finlandais, ou encore de Jacinda Ardern en Nouvelle-Zélande. Mais sait-on pourquoi elles ont quitté leurs fonctions politiques ? Serait-il possible que le problème ne soit finalement pas la question des femmes, mais plutôt celui de la politique, dont elles semblent être sorties dégoûtées ? Une politique qui est trop souvent assimilée à une « usine à gaz » qui n'aboutit pas sur du changement concret ou du moins pas assez vite ? Je pense que c'est une réflexion que nous devons mener.*

C. F.: *Nous avons en effet évoqué cette question lors de notre assemblée générale (NDLR: lire à ce propos notre dossier spécial) – certains éléments ont permis d'établir un début d'explication (raisons personnelles et familiales, appels à la démission, confession de missions et de tâches compliquées voire impossibles, etc.), et il semble évident que les reliquats du rôle de la femme au siècle passé jouent toujours un rôle dans ces difficultés qu'elles éprouvent dans leur carrière.*



> Corinne François, directrice de Brulocalis.



> Antonella Valmorbida, Secrétaire générale d'ALDA.

1. Une première loi fut votée en 1994 pour interdire les listes électorales comportant plus de deux tiers de membres d'un même sexe. Cf notre article sur la parité dans le dossier spécial de ce numéro.

A. V. : *N'oublions pas que nous en sommes toujours au début de la déconstruction du rôle de la femme au sein du foyer familial... Encore aujourd'hui, une forte distinction existe entre le rôle de la mère et celui du père, impliquant souvent une plus grande culpabilisation de la femme au moment de mettre la priorité sur sa carrière, plutôt que sur ses enfants... ALDA a d'ailleurs rédigé un code de conduite de non-discrimination à cet égard, non seulement pour défendre les droits des femmes, mais également ceux de tout autre groupe de personnes pouvant faire l'objet de difficultés, telles que les personnes porteuses de handicap. Et nous militons pour la signature de ce document auprès de l'ensemble de nos membres, partenaires et aussi nos fournisseurs habituels.*

Et s'il est clair que nos systèmes sont encore perfectibles, la situation est parfois bien plus compliquée dans d'autres pays. Nous l'avons d'ailleurs constaté par exemple en Tunisie, où les premières élections locales impliquant des quotas de femmes ont eu lieu, et pour lesquelles nous avons établi un programme d'accompagnement. Mais malheureusement, plus de la moitié des femmes ont démissionné avant la fin du mandat...

C. F. : *Pour conclure sur cette question de la place des femmes dans le monde politique et sur la démocratie en général, je considère votre observation relative à la nécessité d'accélérer le processus décisionnel dans les sphères politiques très intéressante. Plus largement, il faut repenser le fonctionnement de nos démocraties tel qu'elles sont actuellement. Une récente étude menée dans 34 pays européens souligne que bien que pratiquement tous les Européens se disent adeptes du système démocratique, seulement un tiers des Européens jugent que leur pays est gouverné démocratiquement et seulement 20 % sont satisfaits du fonctionnement du système politique². Pour beaucoup, le choix du système démocratique n'est pas exclusif et il n'y a que 38 % de «démocrates exclusifs» qui trouvent bonne la démocratie mais mauvais les autres systèmes. Ceci est le signe d'une crise de la représentation.*

Après cette discussion sur la place de la femme et les défis qui se posent pour la démocratie locale, pouvez-vous nous en dire plus sur le travail d'ALDA auprès du Congrès des Pouvoirs locaux et Régionaux à Strasbourg?

A. V. : *Le travail avec le Congrès est suivi par diverses personnes et responsables à ALDA et pas seulement notre bureau à Strasbourg. Concernant la relation avec l'institution, c'est plutôt moi et mon secrétariat qui suivons les politiques établies par le Congrès, par les membres, et qui analysons les décisions et les termes qui y sont abordés. Nous sommes trois collaborateurs à travailler sur les différentes questions institutionnelles : moi basée dans notre délégation en Italie, et deux autres personnes dans nos délégations de Strasbourg et Bruxelles.*

Une session y est d'ailleurs prévue sur l'engagement des jeunes et leur rôle en tant que moteur de changement. Y contribuerez-vous?

A. V. : *C'est effectivement une thématique qui nous concerne énormément. Pas seulement dans l'Union européenne, mais également dans d'autres régions comme les Balkans. Nous y participerons en venant y dire quelques mots, et nous en profiterons aussi pour rappeler le travail d'ALDA depuis trente ans.*

L'implication de la jeunesse dans les Balkans est essentielle, d'autant plus qu'il y a un énorme problème de «brain drain» (fuites de cerveaux, NDLR) qui s'auto-alimente et qui mène à un cercle vicieux pour le pays et, en particulier, qui porte préjudice aux collectivités locales.

C. F. : *Sur la question du changement, en matière de démocratie locale et participative, Brulocalis contribue actuellement à l'élaboration d'un memorandum destiné à préciser les lignes directrices et baliser les dynamiques à mettre en place au sein des pouvoirs locaux pour encourager la démocratie participative promue par la Région... Cela nous semble d'autant plus important qu'outre l'étude évoquée précédemment, les derniers sondages réalisés en Belgique à l'approche des élections de 2024 confirment la fracture de plus en plus forte entre les citoyens et le monde politique avec la montée des extrêmes. Un tel projet existe-t-il chez ALDA, sur lequel nous pourrions peut-être collaborer?*

A. V. : *Nous avons une double approche à ce sujet. D'une part, nous encourageons la participation citoyenne, qui reste notre principale mission associative. Cela veut dire contribuer au renforcement des collectivités locales pour être à l'écoute et travailler avec la société civile, notamment via des outils ou des dispositifs tels que des modèles d'action ou des manuels sur les bonnes méthodes à mettre en place à ce sujet.*

D'autre part, nous sensibilisons également à l'utilité de la participation citoyenne pour lutter contre cette radicalisation qui a actuellement lieu dans les débats politiques et dans nos démocraties, aussi bien à droite qu'à gauche. Et cette sensibilisation semble énormément intéresser nos partenaires locaux! J'ajouterai qu'intégrer cette participation dans une réelle stratégie globale et politique est un excellent moyen de désamorcer ces discours extrémistes.

C'est d'ailleurs ce que nous avons cherché à mettre en avant avec notre slogan du festival ALDA 2023 : la démocratie locale sauvera la démocratie. Une démocratie locale qui lutte contre la radicalisation et les inégalités, c'est une démocratie participative, vécue au quotidien, et qui va dans les quartiers au plus près de la population. C'est ainsi que nous pourrions désamorcer les conflits.

C. F. : *C'est une démarche que l'on voit justement bourgeonner en Région bruxelloise. Outre l'adhésion de deux communes à ALDA que sont Ixelles et Etterbeek, nous constatons de plus en plus d'initiatives de participation citoyenne sur le territoire... Même si certains écueils et réserves persistent*

2. M. BRÉCHON : *Les Européens et leurs valeurs - Entre individualisme et individualisation, 2023.*

encore tels que la question du coût en temps et en argent, de l'organisation, de la formation des citoyens à certains prérequis, ou encore de la prise en compte des doléances et des demandes de certains participants.

Ces difficultés peuvent parfois pousser, malheureusement, des communes à remettre en question la prolongation de ces assemblées. Je pense donc qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire, à la fois pour permettre au citoyen de voir le résultat de sa contribution à ce genre d'initiatives, mais aussi pour envoyer le signal aux élus que celles-ci apportent un vrai plus à la démocratie locale. Brulocalis est justement en train de développer une équipe chargée de travailler autour de cet enjeu, d'où

l'intérêt pour nos associations de coopérer et de se soutenir dans ce cadre-là...

A. V.: Bien évidemment, et d'autant plus au regard de nos valeurs et idéaux concordants! Concernant les obstacles précédemment évoqués tels que le coût en argent et en temps, il est nécessaire d'analyser ce qui peut poser des problèmes, et comment y remédier.

Par exemple, nous travaillons actuellement avec une organisation barcelonaise sur l'intégration de cette notion du temps au cœur de la participation citoyenne. Car il ne faut pas perdre de vue non plus que celles et ceux qui participent à ces projets sont des personnes qui n'ont pas toujours beaucoup de créneaux à dégager sur leur emploi du temps personnel

et/ou professionnel. Il est donc primordial de voir comment ces réunions peuvent être optimisées.

Et cet obstacle ne se pose pas d'ailleurs uniquement pour le citoyen, mais également pour les membres des collectivités avec lesquelles nous travaillons, et qui sont également demandeuses d'une meilleure gestion horaire pour ces initiatives citoyennes.

En conclusion, il est dans l'intérêt d'ALDA d'intensifier les échanges sur ces différentes questions avec Brulocalis, d'autant plus que la Belgique et la Région bruxelloise sont évidemment des cas intéressants à étudier, du fait de leur complexité et leur diversité. 

ASSOCIATION EN ACTION

CPAS

EMPLOI D'INSERTION : COLLABORATION CPAS-ONEM

Dans le cadre des futurs changements sur les échanges d'informations entre les CPAS et l'ONEM, concernant l'emploi d'insertion, deux webinaires ont été organisés les 11 et 12 septembre en collaboration avec la Fédération des CPAS wallons et la VWSG. L'occasion pour l'ONEM d'également répondre aux questions des CPAS sur les nouveautés annoncées.



AVIS SUR L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE BRUXELLES NUMÉRIQUE

Le 21 juin, la Fédération des CPAS bruxellois s'est positionnée sur l'avant-projet d'ordonnance Bruxelles Numérique et sa transposition aux pouvoirs locaux, et en

particulier aux CPAS bruxellois, en remettant un avis à l'attention des ministres Clerfayt, en charge de la Transition numérique, et Maron, chargé du Social et de la Santé au collège de la COCOF.



SOUTIEN AUX FAMILLES MONOPARENTALES : ENQUÊTE AUPRÈS DES POUVOIRS LOCAUX

Brulocalis et la Fédération des CPAS ont lancé une enquête de besoins pour la création d'une formation à destination des travailleurs des pouvoirs locaux, dans le cadre du Plan de soutien aux familles monoparentales. En effet, un Plan régional de soutien à ces familles, impulsé par la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou et cosigné avec les ministres Alain Maron et Bernard Clerfayt, a été adopté.



RÉACTION AU PROJET DE RÉFORME DES ALLOCATIONS D'ÉTUDES

Directement impliqués par les nouveaux textes qui organisent la réforme des Allocations d'Études (AE), les Fédérations des CPAS bruxellois et wallons ont adressé un courrier à la ministre de l'Enseignement supérieur, et aux ministre-président et ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles, relayant leurs inquiétudes et leur refus de la voir aboutir dans la version présentée.

